

D'un intérêt national mal assumé à un intérêt européen à réinventer

Rarement une campagne électorale allemande aura autant retenu l'attention des médias européens. N'était-on pas en droit d'espérer un infléchissement de la politique européenne menée par le gouvernement d'Angela Merkel ? Mais, en réalité, l'espoir était sans illusion depuis plusieurs mois, tant il paraissait écrit dans les astres que plutôt que de rupture, c'est à une complète continuité de la politique allemande à l'égard de l'Union européenne qu'il fallait s'attendre. Comment comprendre le manque d'ambition européen de l'équipe d'Angela Merkel ? Et quelles leçons peut-on en tirer provisoirement pour l'avenir de l'Europe ? La première d'entre elles pourrait être une invitation à poursuivre un intérêt général européen non nécessairement synonyme de l'intérêt national, du moins à court terme.

PAR BENOÎT LECHAT

L'accord de gouvernement conclu en décembre 2013 présente certes les apparences d'une ambition européenne renouvelée en affirmant que la grande coalition entreprendra « tous les efforts en vue de surmonter la crise en Europe et d'effectuer une nouvelle percée en direction d'une Europe forte sur le plan politique et économique et juste sur le plan social ». Mais la majorité CDU-SPD renonce d'emblée, et de manière très explicite, à la principale mesure qui permettrait d'atteindre cet objectif. En l'occurrence, le contrat de la grande coalition entend refuser « toute forme de mise en commun des dettes » qui risquerait de pousser les États endettés à ne pas assumer leur responsabilité budgétaire¹. Ceux (peu nombreux) qui espéraient une percée sur ce plan en sont, sans surprise, restés pour leurs frais. Les sociaux-démocrates semblent avoir clairement accordé la priorité à des avancées en termes de salaire minimum,

¹ Voir <http://bit.ly/IURMVE>.

ayant sans doute fait le double constat qu'ils n'obtiendraient rien de la CDU sur la mutualisation des dettes et que la position du parti de madame Merkel n'était pas forcément contraire à leurs propres intérêts, du moins à court terme.

LA VAINES INDIGNATION DE SCHMIDT ET FISCHER

Dans une longue interview croisée publiée quelques semaines avant la conclusion de cet accord, deux grandes figures de la politique allemande, l'ancien chancelier social-démocrate, Helmut Schmidt, et l'ancien ministre vert des Affaires étrangères, Joschka Fischer, avaient bien raison de maugréer d'avance contre le manque de sens européen de la majorité d'une classe politique allemande, incapable de prendre des décisions allant à l'encontre d'une opinion publique de plus en plus renationalisée. Les deux figures que l'on ne peut pourtant suspecter d'être des idéalistes échevelés, estiment, en l'occurrence, que l'Europe ne pourra s'en sortir sans mécanisme de réduction des dettes passées et sans processus de mise en commun des dettes futures, les fameux eurobonds. Impensable, jugent-ils, de poursuivre une politique d'austérité qui enfonce les États du sud de l'Europe et qui enlève tout espoir d'émancipation à une partie croissante des jeunes Européens. L'ultra-réaliste Joschka Fischer explique de la façon suivante comment, dans les nombreuses conférences qu'il donne à travers l'Allemagne, il parvient à convaincre des publics de classes moyennes habitués à voter pour la CDU ou le FDP, de la nécessité de cette « union de transferts » : « Ces gens ne sont absolument pas pour donner de l'argent aux Italiens ou aux Grecs, le débat est toujours très émotionnel. Mais cela finit toujours de la même manière : "Vous pensez vraiment que l'Europe se cassera, si nous ne le faisons pas"... Je leur dis oui, et alors j'ai toujours la même réaction, "si c'est le prix à payer pour l'Europe, alors nous devons le faire". » Et l'ancien militant « sponti » de conclure que, pour lui, cela démontre autant l'ineptie de la thèse selon laquelle il est impossible de vendre l'Europe aux Allemands que la faiblesse extrême des politiques².

« JAMAIS RIEN SANS LA FRANCE ! » VERSUS « L'IMPRESSION QUE LE RHIN S'ÉLARGIT³ »

La chancelière qui entame son troisième mandat semble pourtant n'avoir plus rien à perdre ou plus rien à prouver. Elle pourrait donc prendre le risque d'aller à l'encontre de l'opinion allemande et lancer une ouverture en direction de cette mise en commun des dettes. Mais cela paraît, pour l'heure, très peu probable, à moins d'une nouvelle pression des événements. Comment ex-

2 En octobre, un groupe d'éminents économistes allemands (le groupe dit de Glienicke) a publié un appel à un renforcement de la solidarité entre Européens, notamment via la mise en place d'une assurance-chômage au plan européen. Voir <http://bit.ly/1ideLTY>.

3 Joschka Fischer et Helmut Schmidt dans *Die Zeit*, « Europa braucht einen Putsch », le 27 novembre 2013.

pliquer cette cécité, sinon par le fait qu'une partie substantielle de la classe politique allemande a fini par croire au récit qui domine l'opinion publique allemande selon lequel l'Allemagne s'en sort parce qu'elle est rigoureuse et que les autres ne le sont pas ? Pour Helmut Schmidt, Angela Merkel ne raisonne pas comme lui, à savoir que dans toutes les grandes décisions européennes, comme l'adhésion de la Grèce soutenue par Giscard, il pensait à ce que la France voulait. Quant à Joschka Fischer, il estime, lui, que le regard de la chancelière serait en réalité davantage tourné vers l'est de l'Europe, comme en témoigneraient notamment la ferveur de son engagement dans la politique étrangère à l'égard de la Pologne.

LA CONSCIENCE EUROPÉENNE GRANDIT SUR SES FRONTIÈRES

Faut-il dès lors incriminer le déménagement de la capitale fédérale de Bonn à Berlin ? En 1946, le magazine *Die Zeit* interrogea le futur chancelier Konrad Adenauer sur la localisation idéale de la future capitale allemande. Celui qu'on allait appeler le « Vieux » répondit sans hésiter que cette capitale devait se trouver non loin de la frontière de l'ennemi héréditaire, la France, l'option berlinoise pouvant contribuer à renouer avec la mentalité militariste et belliqueuse typiquement prussienne. Il est vrai que l'ancrage rhénan de l'ancien maire de Cologne ne le poussait pas à éprouver une sympathie exacerbée pour l'Allemagne du nord.

Plus de soixante ans plus tard, il faut évidemment se garder de faire des raccourcis historiques et de donner raison à posteriori à un des pères fondateurs de la République fédérale. Nous n'assistons pas à un retour du militarisme ou du bellicisme prussien. Non, plutôt, ce à quoi nous sommes confrontés comme Européens, c'est bien à la difficulté d'une bonne partie de la classe politique allemande à se définir un nouvel horizon européen, tout en assumant pleinement le fait qu'elle se pense et se vit d'abord, comme les autres Européens, au plan national.

DEVENIR UNE SORTE DE SUISSE ?

Dans un petit livre *Non à l'Europe allemande* qui semble avoir recueilli un succès plus grand en France qu'en Allemagne — peut-être parce qu'il correspond à ce que les Français ont envie de s'autoriser à penser de leurs voisins —, le sociologue Ulrich Beck a tenté de résumer l'état d'esprit d'une Allemagne qui revendique tout simplement d'être un « pays normal » et qui est animée par le sentiment légitime d'avoir pleinement assumé sa responsabilité historique dans la catastrophe du nazisme⁴. Mais selon Beck, l'Allemagne oscillerait entre, d'un côté, le souhait de tourner la page du XX^e siècle et de devenir comme la

4 Ulrich Beck, *Non à l'Europe allemande*, Autrement, 2013 (traduction française).

Suisse, un pays dépourvu de responsabilité historique spécifique à l'égard de ses voisins et, de l'autre, la conscience d'être une sorte d'« institutrice de l'Europe » chargée d'apporter aux autres Européens les bienfaits de sa bonne gestion, de son fédéralisme comme de sa formation duale ou de sa transition vers les énergies renouvelables. Certes, il faut se garder de généralisations abusives, même quand elles sont inspirées par un des sociologues européens les plus influents. Il apparaît cependant clair que le contexte contemporain de « dépolitisation de la politique » comme la mode de la « bonne gouvernance », qui frappent tant la société allemande que les autres sociétés occidentales, ne facilitent pas le dialogue entre Européens sur les causes de la crise de la zone euro, comme sur les remèdes à apporter. La litanie de la nécessité de « réformes structurelles » se fait subtilement entendre derrière les apparences béates de la bonne gestion. Très vite aussi jaillit chez les victimes de la crise, le soupçon que la vulgate néolibérale qui domine les institutions européennes n'est là que pour cacher la défense des intérêts des grands pays, à commencer par le premier d'entre eux, l'Allemagne.

UNE RENATIONALISATION PARFOIS HONTEUSE ET INSAISSABLE

La renationalisation ou plutôt l'absence de soumission des intérêts nationaux à un intérêt européen ne sont pas le monopole de l'Allemagne. Il suffit de voir à quel point il est difficile en Belgique francophone d'impliquer les politiques et l'opinion publique dans les débats européens. Le non-débat sur le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire) en est une illustration flamboyante. Cela est sans doute tout simplement dû au fait que maints Belges francophones n'hésitent pas, le cas échéant, à faire valoir quelque spécificité nationale, telle que la défense du « modèle social belge ». Mais ce qui semble spécifique à l'Allemagne de ce début de siècle, c'est l'extrême difficulté de certains représentants politiques, notamment de la gauche allemande, lorsqu'ils s'expriment en dehors de leur pays, à s'assumer comme Allemands, défendant explicitement leurs intérêts nationaux. Le résultat de cette renationalisation honteuse est de brouiller les pistes et d'entraver les dialogues entre nationaux, quand ceux-ci prétendent se placer d'emblée au point de vue européen, alors qu'ils défendent des points de vue strictement nationaux.

POUR UNE SOLIDARITÉ NON UTILITARISTE ET INCONDITIONNELLE

Il ne s'agit cependant pas de légitimer les renationalisations des approches des enjeux européens, mais de prôner que ceux-ci s'expriment clairement, tout en se soumettant à un intérêt européen commun. Nous devons comme Européens reprendre la quête d'une forme absolument inconditionnelle de la

solidarité européenne. À force de vouloir reconquérir les opinions publiques en usant de l'argument de l'intérêt bien compris, la solidarité entre dans le domaine du calcul, voire du soupçon. Les voies du fédéralisme ne sont pas forcément impénétrables, mais elles restent constamment à ré-explore. La crise de la zone euro nous apprend, sans surprise, que l'État-nation ne disparaîtra pas dans une Europe des régions ou dans un État-nation européen, comme certains fédéralistes l'avaient un jour espéré. L'Union européenne restera cette construction *ad hoc*, agençant plusieurs niveaux de pouvoir et de légitimité, appartenances nationales et européennes. Mais elle ne pourra poursuivre sa construction que si elle se refonde sur une conception inconditionnelle de la solidarité entre Européens. C'est, en tous les cas, une piste à creuser, et cela doit faire l'objet d'un travail culturel, si nous voulons éviter que le rêve européen ne se dissolve dans la méfiance entre nations, comme l'évolution de la politique européenne de l'Allemagne nous le laisse craindre actuellement. ■